

Jik An Bout

Journal en ligne des Comités Populaires. Responsable de publication : Jean ABAUL
Contact : 0696 41 41 32 | Chemin Vimbert – Lotissement La Haut - 97215 Rivière-Salée. | cncpmartinique@gmail.com



N° 241 – 29 JUIN 2026

EDITORIAL

IL S'AGIT D'IMPOSER, NON PAS DE QUEMANDER, LA REPARATION DES CRIMES COMMIS PAR LES COLONIALISTES



Oui ! Vous avez bien vu. Il s'agit de soldats exhibant fièrement des têtes d'Africains qu'ils ont décapités lors de leurs invasions coloniales.

Et puis, il se trouve encore des crapules qui déblatèrent sur de prétendus « aspects positifs de la colonisation », qui continuent à cracher la fable que celle-ci aurait amené la « civilisation » à des Peuples « sans histoire ». Il se trouve encore des mystificateurs qui veulent nous convaincre que les représentants d'un État, toujours resté colonial et impérialiste, pourraient nous concéder quelques justes réparations pour les crimes qu'il a jadis commis et qu'il continue à perpétrer aujourd'hui ! Eh bien non ! C'est par une bataille mondiale et sans concession de tous les Peuples victimes qu'il s'agit d'imposer la Réparation des crimes commis par les barbares colonialistes.

Lire la suite [en page 2](#)

INITIATIVES ALTERNATIVES



**LE COAADEP
TOUJOURS AU FRONT**

A lire [en page 7](#)

LE BILLET DU CNC



**LE PLAN DE
BATAILLE DU CNC**

A lire [en page 9](#)

FOK SAV SA



**DES SONDAGES :
ARMES DE
MANIPULATION
MASSIVE**

A lire [en page 15](#)

MEMOIRE DES PEUPLES



**ANACAONA
LUMINA SOPHIE :
DEUX FLAMMES
DE LA
RESISTANCE**

A lire [en page 16](#)

Suite ... IL S'AGIT D'IMPOSER, NON PAS DE QUEMANDER, LA REPARATION DES CRIMES COMMIS PAR LES COLONIALISTES

Le 22 juin 2026, le tribunal d'appel de Paris a confirmé le non-lieu concernant le scandale de l'empoisonnement de la population au chlordécone. Nous sommes en face d'un État qui a accordé aux grands planteurs bananiers une dérogation leur permettant de semer des produits interdits en Europe et dont la dangerosité était connue, provoquant une catastrophe sanitaire qui concerne 92% de notre population. Cet État use de manœuvres judiciaires pour éteindre la procédure et s'exonérer de ses obligations de réparations. A cela vient s'ajouter la répression des militants qui réclament justice. Pendant ce temps-là, ce sont des milliers de gens qui souffrent et meurent de graves pathologies.

Cette réalité-là confirme que l'État français n'acceptera jamais sans y être contraint ni de rendre justice aux victimes de l'empoisonnement, ni que des Réparations sanctionnent le crime qu'il a commis en toute connaissance de cause. Comment le ferait-il, puisqu'à l'égard de sa propre population il applique une politique ultralibérale barbare sabotant tous les services publics de santé et d'éducation ainsi que les systèmes de protection sociale ?

Il n'est évidemment pas question pour nous de renoncer à obtenir Justice et Réparation. Nous devons faire valoir nos droits à Réparation pour tous les crimes colonialistes de la traite, de l'esclavagisme

et des atrocités dont les effets se font encore sentir aujourd'hui. Mais, comme le dit le titre de l'article, ce n'est pas en quémandant que nous obtiendrons quoi que ce soit de valable ; c'est en poussant le Pouvoir colonial dans ses derniers retranchements par notre mobilisation.

L'exigence des Réparations est légitime et s'appuie sur le Droit

La Légitimité de notre combat pour les Réparations ne mérite même pas d'être discutée.

Il ne peut exister aucun être humain qui ne soit pas convaincu dans son for intérieur de la légitimité du principe que tout individu et groupe d'agresseurs ayant commis un crime contre une personne ou une communauté doivent être punis et contraints de réparer les préjudices subis par les victimes. Les occidentaux le savent, eux, puisque, après la Révolution Bolchévique de 1917, ils ont considéré légitime d'obliger la Russie à rembourser des emprunts d'un montant de 2,25 milliards de francs-or que le régime tsariste avait obtenu de leur part dans des conditions plus que contestables^{*1}.

Les fondements juridiques établissant l'obligation des Réparations ne souffrent d'aucune exception

Nous vous incitons fortement à consulter à partir du lien [«https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms»](https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms), le document de l'ONU qui pose les «Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire».



La statue du flibustier Desnambuc abattue par des militants Martiniquais.



Il vous portera tous les éléments nécessaires à la validation de nos propos. Cette résolution relève du Droit International, mais on peut aussi se rapporter aux législations nationales concernant tant les personnes physiques que morales qui, dans tous les pays occidentaux se prétendant démocratiques^{*2}, posent le principe que la réparation des crimes soit imposée à leurs auteurs.



Le Président du COAADEP, Yvon SERENUS, lors de la manifestation du 20 juin 2026 à Paris.

Nous devons refuser toutes les mystifications

La France se vante d'être à l'avant-garde de l'humanisme et de l'Universalisme pour avoir adopté, en 2001, la « Loi Taubira » reconnaissant les traites et les esclavages comme étant des crimes contre l'Humanité ! Une duperie de plus ! La première version de la loi Taubira incluait une clause, relative à un comité chargé de déterminer le préjudice et les conditions des réparations : celle-ci a été supprimée en commission. L'État colonial français, fidèle à son cynisme abject, en a fait une loi « mémorielle », refusant toute réparation.

Faut-il rappeler, qu'il se gargarise du fait que « La République » aurait « aboli l'esclavage » en 1848, alors que le prétendu « Libérateur des Noirs », le fameux Victor SCHOELCHER, avait fait indemniser les propriétaires pour la perte de leur « cheptel humain » et organisé le maintien de leur domination sur les « nouveaux libres » ? N'est-ce pas seulement en 2026 qu'a, officiellement, été aboli le sinistre « Code Noir » dans un édifice devant lequel trône encore la statue de Colbert, son inspirateur. N'est-il pas incontestable que l'État Français est co-responsable

de la misère et de la subversion qui maintiennent Haïti dans le chaos que l'on sait.

Le refus de rembourser les sommes faramineuses qu'il a extorquées au Pays pour reconnaître son indépendance suffit à prouver sa mauvaise foi.

Pire encore, le 26 mars dernier, la France n'a pas voté la résolution historique des Nations unies, reconnaissant l'esclavage des Africains, comme le crime le plus grave contre l'humanité. Comme tous les pays européens, anciennes puissances colonisatrices, elle s'est abstenue !

Ainsi donc, devons-nous dénoncer toutes les mystifications, les effets d'annonce et les dispositions visant à garantir le statut quo des dominations et des inégalités. Les coupables des crimes contre l'humanité doivent être explicitement désignés. La réparation des préjudices doit leur être imposée.

La posture du Pouvoir colonial français se retrouve chez tous les suprémacistes occidentaux. Aux USA, la promesse faite de remettre « quarante acres de terre et un mulet » aux esclavagisés libérés n'a jamais été respectée. Après l'abolition de l'esclavage, les « nègres » ont continué à être pendus aux arbres et les lois de « ségrégation raciale » n'ont été remises en cause qu'entre 1964 et 1968. Ce qui, chacun le sait, n'a pas du tout mis fin aux discriminations et aux violences policières subies par les afrodescendants.

Ceci pour dire que la question de la Réparation des crimes commis contre l'Humanité doit être posée sur le plan international. Tant que ne sera pas remise en cause la domination exercée par les impérialistes occidentaux sur le monde, elle ne pourra être définitivement réglée.



Monument en hommage aux victimes de la colonisation au Niger



Les Peuples victimes doivent imposer de justes Réparations aux colonialistes et à ceux qui tirent encore profit du crime

L'histoire et la réalité nous ont suffisamment enseigné que toutes les avancées en matière de respect du droit des Peuples n'ont pu être obtenues que par leur mobilisation et l'action d'États révolutionnaires ou simplement progressistes. Les bourreaux n'ont jamais accepté de bonne grâce d'avouer leurs crimes et de les réparer. Il n'est pas question de se satisfaire d'excuses formelles, de lois mémorielles, de quelques «programmes de développement» bénéficiant aux entreprises occidentales, ou de compensations financières destinées à payer des «produits de consommation» venant de leurs pays. Autant de «réparations» visant à maintenir nos Peuples sous la férule occidentale tout en donnant bonne conscience aux prédateurs.

Les véritables Réparations consistent à :

- mettre fin aux montages institutionnels qui permettent aux impérialistes occidentaux de maintenir leur domination politique et économique sur des colonies ainsi qu'aux législations supranationales, par exemple en matière de droit de propriété et de brevets, qui sont appliqués de façon unilatérale dans les pays tiers ;
- annuler les contrats léonins grâce auxquels ils perpétuent le pillage des ressources des néocolonies et y interdire la présence de leurs bases militaires ;
- imposer, sans délai et sans conditions, la restitution de tous les biens pillés dans les colonies au cours des invasions et occupations coloniales*³.

Les avancées ont toujours été obtenues à la suite d'une lutte acharnée entre les pays impérialistes occidentaux et les pays exigeant des réparations pour les Peuples victimes. L'exemple de la «Conférence mondiale de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance» du 22 septembre 2021, où allait être célébré le 20^{ème} anniversaire de la «Déclaration de Durban», est particulièrement significatif*⁴. Une vingtaine de pays occidentaux dont les USA, le Royaume Uni, le Canada et...la France l'ont carrément boycottée !

Quand des victoires sont obtenues, c'est grâce à l'engagement des Pays représentants légitimement les victimes. Ce n'est pas un hasard si la motion votée le 25 mars 2026, par l'Assemblée générale de l'ONU et qui a reconnu la traite des esclaves africains comme le crime le plus grave contre l'humanité a été portée par le Ghana. Ce n'est pas un hasard si les 3 pays ayant voté contre sont les Etats-Unis, Israël et l'Argentine ou si les 52 qui se sont abstenus sont des pays colonialistes (Royaume Uni, France et plusieurs autres pays européens) avec quelques autres qui leur sont inféodés.

C'est ici qu'il faut démasquer les colonisés aliénés qui veulent persuader les victimes qu'elles pourraient obtenir des «réparations» en faisant appel à la mansuétude des États impérialistes. Ce sont généralement des opportunistes qui ne veulent pas bousculer le système dominant dont ils parviennent à tirer quelques profits. On les entend alors rassurer les colonialistes : «ce n'est pas de l'argent que nous demandons, disent-ils», et puis, «accorder des indemnités financières à des individus (supposés incapables d'en faire un usage responsable), cela serait une atteinte à leur dignité». Autrement dit, pour tous ces aliénés, on pourrait «réparer» les inégalités structurelles et bâtir une économie alternative sans argent. Les actions symboliques ou étatiques suffiraient à changer le monde. A leurs yeux les sommes astronomiques qui ont été accaparées par les prédateurs seront certainement plus utiles à l'Humanité si elles restent entre les mains de ceux-ci !

Pour notre part, nous disons que les réparations doivent être aussi pécuniaires quand elles concernent les institutions propres aux pays concernés, mais que des indemnités financières doivent également permettre l'amélioration de la vie des victimes individuelles discriminées et maintenues dans la misère. En clair, l'immense fortune de GBH doit être ponctionnée pour indemniser les victimes de l'empoisonnement au chlordécone ! Aujourd'hui, les impérialistes occidentaux ont réalisé que le réveil des Peuples est en train de bousculer leur hégémonie. Ils ne sont pas prêts à rendre les armes ; c'est ce qui les a amenés à instaurer un fascisme planétaire et à déclencher une contre-offensive pour tenter



d'empêcher toute dynamique de Réparation. Dénonçant les forces progressistes occidentales, ils s'opposent à toute idée de «repentance» et reprennent le mythe des «bienfaits de la colonisation». Comble de l'ironie, ils ont inventé le concept de «racisme anti-blanc» pour discréditer tous ceux qui dénoncent leur suprémacisme.

De plus en plus, dans les territoires colonisés, les dits «expatriés» étalent un racisme décomplexé : En Martinique, ils se disent «chez eux» et nous crient de «retourner en Afrique». Eh bien ! Puisque ces individus revendiquent l'héritage des crimes coloniaux, notre Réparation devra consister à leur demander des comptes à eux aussi.

Le processus qui imposera les Réparations est irréversible

Malgré toutes les embuches dressées par les puissances occidentales, la question des Réparations est devenue incontournable sur la scène internationale parce que dans les pays du sud, d'une part, des initiatives diplomatiques majeures ont été prises et, d'autre part, des dynamiques souverainistes ont pu s'imposer face aux États colonialistes. Pour illustrer cette réalité, nous citerons deux exemples :

- la Conférence qui a réuni des délégations de 80 pays au Ghana du 17 au 19 juin sur « Les prochaines étapes en vue d'une justice réparatrice» et le rapprochement entre L'Union Africaine et le CARICOM : Un plan en dix points a été adopté incluant des compensations financières, la restitution de biens culturels volés par les colonisateurs, des investissements massifs dans l'éducation et la santé, et une réponse spécifique au défi climatique. Cette stratégie vise à honorer les ancêtres, élever les descendants et reconquérir le destin commun dans la liberté, la justice et l'unité. (Cf. *article Human Rights Watch*) ;

- la lutte admirable menée par les pays de l'AES, qui se sont extirpés de la CEDEAO et s'émancipent du franc CFA, qui ont chassé les bases militaires françaises, annulé les contrats autorisant le pillage de leurs ressources, nettoyé le paysage de tous les symboles de la domination coloniale et entrepris une vaste campagne de réappropriation de leur culture.

Il nous faut parler aussi des grands progrès réalisés dans notre propre pays sur la question des réparations. Ils nous ont permis, par exemple, d'imposer notre vérité sur l'insurrection du 22 mai 1848 qui a entraîné l'abolition de l'esclavage.

Il faut saluer ici le travail de pionnier mené par le MIR (Mouvement International pour les Réparations) sous l'égide de Garcin MALSA ainsi que l'irruption sur la scène nationale des militants, dont beaucoup de jeunes, qui ont déboulonné les statues glorifiant le colonialisme.

L'auto-réparation des traumatismes, la déconstruction des inégalités systémiques et l'éradication du suprémacisme

L'un des plus grands défis que nous avons à relever, c'est le dépassement des profonds traumatismes et des aliénations que les siècles de barbarie colonialiste et raciste ont générés dans les consciences des populations asservies^{*5}. Sur ce plan-là, nous ne devons rien attendre des barbares qui dominent encore le monde. C'est à ce niveau qu'intervient l'indispensable travail d'auto-réparation. Celui-ci exige de nous que nous menions une campagne intense, permanente, multiforme pour faire découvrir au monde entier l'ampleur et l'atrocité des crimes commis par les colonialistes tout au long de l'histoire et qui se perpétuent encore aujourd'hui.

Il faut à tout prix déchirer le voile prétendument démocratique et «républicain» derrière lequel ils se cachent pour s'arroger le droit de donner des leçons au reste du monde et le piller. L'auto-réparation implique, d'autre part, que nous prenions notre destin en main en développant des contre-pouvoirs afin de porter nos propres réponses alternatives dans la gestion de notre vie, notamment, dans les domaines de l'économie, de la santé, de la culture et de l'éducation, des relations internationales, etc.

En définitive, on aura compris que la lutte pour les Réparations est absolument consubstantielle de la lutte contre le colonialisme et le néocolonialisme.



Seuls des États Souverains seront en condition d'imposer aux pays impérialistes occidentaux la Réparation des crimes qu'ils ont commis et celle-ci ne sera vraiment effective que lorsque le système impérialiste aura été fracassé et les multinationales démantibulées et donc, lorsque les Peuples Souverains seront au Pouvoir. Ceux-ci pourront, alors, récupérer les richesses accaparées, tout au long de l'histoire et aujourd'hui encore, par les minorités de prédateurs qui sont à la tête des pays occidentaux pour les mettre au service de l'Humanité.

Ainsi, s'appuyant sur des masses organisées, des législations équitables, des institutions et des services publics efficaces imposant le respect des intérêts collectifs et individuels, pourront-ils réparer les crimes commis contre l'environnement et le vivant, garantir le mieux-vivre pour tous et pour les générations futures. D'ici à ce que ces objectifs soient atteints, reste l'exigence de surmonter les défis actuels.

La lutte pour la décolonisation et la souveraineté, contre le système capitaliste et impérialiste doit donc être menée de front avec le combat pour exiger aujourd'hui la réparation des crimes dont ils sont responsables.

**1 Réalisez que ce n'est qu'en mai 1997 (sous Sarkozy !!!) qu'un accord a été signé sur cette question qui n'a même pas éteint les droits de créance des ressortissants français sur le gouvernement russe !*

**2 La législation française pose le principe que la réparation vise à replacer la victime dans la situation, où elle se serait trouvée si le dommage n'avait pas eu lieu,*

sans qu'elle subisse ni perte ni enrichissement. En France, par exemple, le code civil dans son article 1231-2 établit, concernant les crimes et délits, que les dommages-intérêts dus à la victime couvrent la perte subie et le gain manqué. Pour les dommages corporels, les articles 1240 et suivants, imposent à celui qui cause un dommage de le réparer, que ce soit par négligence, imprudence ou faute. La jurisprudence a confirmé que la réparation doit être complète, sans limitation à la valeur vénale du bien, ou de la gravité de la faute.

**3 Les occidentaux se présentent en « grands seigneurs » magnanimes quand ils remettent, à titre symbolique, quelques pièces recelées. Ce faisant, ils ajoutent au crime un mépris suprémaciste. La France, par exemple, a osé prendre comme prétexte pour refuser de rendre les biens volés, que « les Africains n'auraient pas les moyens de bien les conserver dans leurs musées » (sic). C'est Al Capone qui refuse de rendre à une victime le restaurant qu'il a volé après avoir envoyé des malfaiteurs briser les bras du propriétaire au prétexte que ce dernier n'aurait pas les compétences nécessaires pour le gérer !*

**4 Cette rencontre se tenait dans le cadre des « Conférences mondiales contre le racisme » organisées par l'UNESCO. La première s'est tenue en 1978 à Genève (elle mettait l'accent sur le Régime d'Apartheid en Afrique du Sud), la seconde en 1983 également à Genève, la troisième en septembre 2001 à DURBAN en Afrique du Sud (Conférence mondiale de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance).*

**5 De nombreux travaux scientifiques ont établi que les cruautés subies pendant la période esclavagiste et toute celle de la domination coloniale impriment des traumatismes par le biais de l'épigénétique qui affectent les générations suivantes. A cela viennent s'ajouter la permanence du suprémacisme affiché par la caste des descendants des maîtres esclavagistes et les autorités françaises ainsi que l'entreprise de déculturation et de dénigrement systématique qu'ils mènent, dans un contexte où pèsent toujours sur les victimes de scandaleuses inégalités et injustices.*

PAWOL FONDOK

« Disloquer le monde colonial ne signifie pas qu'après l'abolition des frontières, on aménagera des voies de passage entre les deux zones. Détruire le monde colonial, c'est, ni plus ni moins abolir une zone, l'enfouir au plus profond du sol ou l'expulser du territoire. »

Frantz FANON



INITIATIVES ALTERNATIVES

Le COAADEP toujours au front !

Poursuivant son travail pour dénoncer le crime d'empoisonnement, exiger des Réparations et consolider la coordination de la lutte des organisations de défense de l'environnement et des victimes des politiques gouvernementales, le COAADEP a effectué une nouvelle mission en France dont il nous rend compte.



- Du 28 au 30 mai, à l'invitation de «Justice Environnementale», la délégation du COAADEP a participé à trois jours de travaux consacrés à la structuration de ses activités. «Justice Environnementale» est un réseau regroupant une soixantaine de personnes représentant des associations militant sur le terrain. Le COAADEP a déjà participé à ses côtés à plusieurs rencontres, notamment à Marseille, Dunkerque et Bordeaux, afin de populariser notre cause et de mutualiser la lutte des différentes associations. Quatre d'entre elles qui animent déjà le réseau ont décidé de le transformer officiellement en une seule association sous le nom de «EXIST». Bien que le COAADEP n'en soit pas membre officiel, il a activement participé aux débats et il a été convenu qu'il maintiendra sa collaboration avec la nouvelle structure.

- Le 06 juin, le COAADEP est intervenu à l'occasion d'une rencontre organisée par un collectif de neuf associations de l'Océan Indien. Ce groupement est composé de représentants des territoires suivants : Madagascar, Les Seychelles, L'île Maurice et Les Comores. Leur objectif était de lancer un signal d'alarme pour alerter sur la situation économique dans l'Océan Indien. Les intervenants ont dénoncé une forme de colonisation économique fortement liée aux accords ou aux actions de la Communauté européenne, expliquant que cette situation pourrait avoir des conséquences très dangereuses pour l'équilibre et la souveraineté de ces Pays.

Participant à la rencontre, les représentants Kalinago ainsi que d'autres peuples d'Amérique du Sud et de Guyane ont fermement dénoncé le manque de considération pour leur mode de vie et le non-respect par l'État de ses engagements concernant les problématiques sociétales et les droits des communautés autochtones. La déforestation massive menace directement leurs territoires traditionnels. L'usage incontrôlé du mercure, lié notamment à l'orpaillage clandestin (exploitation minière illégale de l'or) empoisonne les cours d'eau et les populations.





Là aussi, le COAADEP a informé les participants sur le crime d'empoisonnement aux pesticides commis par la caste béké en complicité avec l'État français.

- Le 06 juin 2026, la délégation du COAADEP a participé à une rencontre au côté des organisation VNPS (Vous N'êtes Pas Seuls) qui mène la bataille contre les pratiques monopolistiques du groupe GBH et OTM (Observatoire Terre Monde). Les organisations «Terre Monde» et «Soulèvement de la Terre» étaient invitées comme observateurs. Les échanges autour du thème «le scandale du chlordécone» ont permis de démontrer la véritable collusion existante entre la caste Béké et l'État français. Yvon SERENUS a pu présenter le travail du COAADEP, le recueil de données réalisé auprès des ouvriers et ouvrières agricoles, mettant en évidence l'importance numérique des cancers et autres pathologies dont ils et elles sont victimes. Les représentants du CNCP en France, Emile ELOIDIN et Gérard CHENEVOT ont porté leur témoignage relatif au travail d'accompagnement mené par les militants de l'organisation. La rencontre s'est terminée avec une partie culturelle animée par l'association «Bel espwa », une démonstration de danmyé, bèlè, Konlanbi (avec Tifré).
- Le 20 juin, Le COAADEP était mobilisé à Paris au côté du Collectif Dioxine Vietnam et de l'association DESAVEC (Diaspora Solidaire Avec les Victimes de l'Empoisonnement Colonial) pour dénoncer les scandales écologiques et sanitaires dont les Peuples sont victimes.
- Le 22 juin, la délégation du COAADEP a porté son soutien à la manifestation organisée devant le Tribunal français qui devait rendre son verdict dans le scandale du chlordécone. Des militants de l'Assaupamar, de l'AMSES et leurs avocats, des membres de du CRAN, de «Greenpeace», du «Soulèvement de la Terre», de «Justice Environnementale (EXIST)», des élus Ecologistes et Insoumis étaient aussi présents. Une conférence de presse s'est tenue pour dénoncer la confirmation du non-lieu prononcé en faveur des empoisonneurs en présence des avocats, du Député Marcellin NADEAU et des représentants des organisations mobilisées.





LE PLAN DE BATAILLE DU CNCP CONTRE LE COLONIALISME, L'IMPERIALISME ET LA DICTATURE DES MULTINATIONALES

*Le samedi 27 Juin 2026, les délégués des Comités Populaires, entourés demilitants.es et sym-
pathisants.es, se sont rassemblés pour discuter du «Plan de Bataille du CNCP». Jik An Bout vous
propose le texte émanant des travaux et qui a été discuté et adopté à l'unanimité.*



«L'affrontement décisif est en cours : que chacun choisisse son camp» ! C'est le titre de la brochure publiée le 1^{er} Mai 2026 par le CNCP et qui réunit les déclarations de l'organisation ainsi que les éditoriaux de son journal en ligne «Jik An Bout». Chacun doit, en effet, «choisir son camp» et s'engager de façon conséquente dans la lutte, car nous vivons un moment crucial de l'histoire d'une Humanité confrontée aux 5 grands fléaux à propos desquels nous interpellons régulièrement la conscience de chacun : conséquences du dérèglement climatique, conflit militaire mondial déjà enclenché, instauration d'un fascisme planétaire, crise économique généralisée, délitement sociétal et mental.

La lutte que nous menons pour notre émancipation se situe dans un contexte particulièrement difficile : pour maintenir leur hégémonie, les impérialistes occidentaux et les multinationales ont déclenché une guerre totale contre les Peuples,

saccageant le droit international et piétinant les droits et libertés individuelles et collectives.

Pour contrer victorieusement cette offensive, il est fondamental que tous aient une pleine conscience du rapport de forces entre les Peuples et leurs ennemis. Cela appelle les militants.es qui luttent pour la transformation de la société à mener, pédagogiquement, une bataille des idées contre les «*jé makak*» et les «*espwa malpapay*».

Qui peut honnêtement contester que le Pouvoir colonial a toujours fait preuve de mauvaise foi et de scélératesse concernant l'obligation de décoloniser les territoires dominés par la France ?

Il est odieux :

- de fermer les yeux sur la longue liste de crimes commis par les forces armées colonialistes contre notre peuple, sur les incessants procès qui, aujourd'hui encore, s'abattent sur tous ceux qui se dressent contre l'ordre colonial,
- de ne pas prendre en compte les crapuleries de l'État français visant à saboter le processus d'autodétermination du Peuple Kanak et lui ayant permis de s'emparer de l'île comorienne de Mayotte en bafouant le droit international,
- de feindre d'ignorer les racketts de la «françafrique» et la complicité de l'État Français avec les terroristes qui agressent les pays anti-impérialistes en Afrique.

Agiter l'espoir d'une «évolution statutaire» favorable au Peuple Martiniquais, encadrée par le gouvernement français, relève de la démagogie politicienne ou de la naïveté.

Actuellement, la France participe allègrement au processus de fascisation planétaire. Les compétences des États sont soumises à la dictature des multinationales, notamment via la Commission de Bruxelles. La prétendue souveraineté populaire que devraient garantir les élections n'est qu'un leurre. Le sort réservé à la majorité parlementaire - qui exprimait clairement le rejet de la politique ultralibérale barbare menée par Emmanuel MACRON - prouve bien que leur «démocratie» n'est que de façade.

Semer l'illusion qu'en conquérant des mandats d'élus dans les institutions françaises, en dehors d'une stratégie globale d'organisation des masses en vue de la confrontation, cela aussi relève de la démagogie politicienne ou de la naïveté.



Répression des militants anti-chlordécone devant le Palais de «Justice»
Français à Fort-de-France

Les objectifs de notre lutte doivent être sans ambiguïté : Il s'agit pour nous, d'une part, de **décoloniser notre Pays** et d'asseoir les conditions d'une véritable Souveraineté, d'autre part, de **participer à la rupture** avec un système qui détruit la planète et l'Humanité, à son éradication, et à la reconstruction du monde !

De tels objectifs ne peuvent être atteints qu'à la condition d'être portés par une «armée» bien structurée, composée de militants.es déterminés et efficaces, capables d'inscrire leur engagement dans le cadre d'une stratégie globale .

Les leçons essentielles tirées de l'expérience des luttes menées par notre mouvement depuis plus de 50 ans.

Des plus de cinquante années de luttes menées par les militants.es qui sont à l'origine de notre mouvement politique, nous avons pu apprendre de précieuses leçons tirées de nos erreurs, de nos échecs et, surtout, de nos victoires et de nos progrès*. Nous les évoquons ici parce qu'elles sont à la base de l'élaboration de la stratégie du CNCP.

(* Voir Brochure CNCP «Transmission» de 2025)



Les cinq principales conditions à remplir pour garantir la victoire aux militants du mouvement populaire sont les suivantes :

1 - Savoir se remettre en cause humblement

Quelles que soient la volonté et la sincérité du militant, s'il n'est pas capable d'identifier ses propres faiblesses avec la volonté de les surmonter, son engagement sera infructueux. Cela vaut aussi pour l'organisation qui se veut révolutionnaire. Avoir le courage de reconnaître ses erreurs d'analyse, d'orientation ou de comportement afin de les rectifier, c'est une condition indispensable, pour que le militant se forge une véritable conscience révolutionnaire et pour que l'organisation développe une ligne politique juste et une stratégie efficace.

2 - Connaître la réalité pour pouvoir la transformer

Agir sans s'appuyer sur des connaissances scientifiques et sur le Savoir Populaire ne peut mener qu'à l'échec. Les militants.es qui ont une sincère volonté de transformer positivement la réalité ont donc le devoir de se former par l'étude et l'écoute afin d'avoir une compréhension lucide des différentes classes qui composent la société, des différences d'intérêt et d'idéologie qui animent celles-ci. La formation théorique et politique sont donc des exigences fondamentales pour se défaire de toute aliénation, de tout idéalisme afin de développer une pratique réellement révolutionnaire.

3 - Ne jamais sous-estimer la dimension «nature humaine»

Souvent, par méconnaissance ou conditionné par ses certitudes idéologiques, on est amené à ignorer ce qui motive réellement la vision du monde et les comportements des personnes qu'on a en face de soi.

Chaque être humain, quel qu'il soit, est le résultat d'un parcours de vie soumis à toutes sortes d'aléas, de ses relations avec son environnement, de son état physique et psychique. Il subit forcément le poids de l'idéologie dominante, des croyances et des convictions qui lui ont été inculquées. Cela vaut autant pour les militants.es que pour l'ensemble du Peuple qu'ils veulent accompagner dans la voie de l'émancipation. On ne saurait donc atteindre l'objectif, de construire un monde meilleur, sans commencer par s'amender soi-même et sans s'interdire toute condescendance envers ceux avec qui on prétend «changer le monde»

4 - Privilégier en tout la ligne de masse

Les aliénations individualiste et élitiste, fruits nuisibles de l'idéologie bourgeoise, sont des obstacles à surmonter obligatoirement si nous voulons éradiquer le système dominant. Que ce soit concernant l'organisation de l'économie et des institutions ou encore la garantie de l'harmonie sociale et environnementale, tout ce qui peut assurer le progrès de l'Humanité ne peut venir que de l'expérience des peuples et de la pensée collective qui en émane. Quel que soit l'action révolutionnaire à mener, l'implication réelle des masses populaires dans la définition de ses objectifs, sa conception et sa conduite, restent les conditions indispensables au succès.

5 - Toujours garder le cap et lutter sans concession contre les déviations opportunistes.

Cette dernière leçon est certainement la plus essentielle. L'impatience d'obtenir des résultats immédiats dans l'action militante pousse certains militants et beaucoup d'organisations à faire des choix opportunistes complètement contradictoires avec les objectifs qu'ils prétendent viser.



C'est ainsi que certains qui annoncent une «rupture radicale avec le système» s'enferment dans un électoralisme politicien et dans des compromissions avec des organisations nuisibles aux intérêts du Peuple. C'est d'ailleurs cela qui a été à la base des deux tentatives de sabotage qu'a connu le CNCP. D'autres se perdent, au contraire, dans un «jusqu'au-boutisme» verbal et parfois pratique complètement stérile.

Maintenir le cap qui nous a permis de Résister et d'avancer



Lors de leur création, le 28 août 1983, le CNCP avaient adopté 4 axes de travail que les Comités Populaires s'engageaient à suivre dans toutes leurs interventions. C'est à partir de ces mêmes axes que s'articule notre Plan de bataille :

1 - Unir le Peuple

Si la majorité de notre Peuple ne se regroupe pas solidairement pour mener la lutte pour l'émancipation nationale et sociale, il sera rigoureusement impossible de renverser la domination coloniale. Aussi, notre devoir est de lutter contre toutes les divisions attisées par le Pouvoir Colonial et les politiciens opportunistes (qui entretiennent celles-ci pour

gagner des mandats d'élus français). Notre tâche doit être également de faire prendre à tous conscience de la réalité du «Syndrome de Lynch» et de la nécessité de le surmonter. La responsabilité qui nous incombe en tant que militants.es est d'accorder une attention particulière à la méthode que nous utilisons dans les échanges avec les autres, notamment en privilégiant toujours le respect de la personne humaine et la bienveillance.

2 - Organiser et soutenir les luttes populaires

La domination coloniale, la *pwofitasyon*, l'oppression et les injustices quotidiennes ne laissent pas le choix à notre Peuple : développer partout des luttes populaires de plus en plus radicales ! Le CNCP en a déjà impulsé de très nombreuses au cours de son histoire (aux côtés des ouvriers agricoles, des occupants des 50 pas, des propriétaires spoliés par des dits «expatriés» suprémacistes, etc.). Mais c'est partout que notre Peuple se mobilise pour défendre ses droits avec le soutien de comités et de militants de différentes organisations. Notre conviction est que la convergence des luttes de toutes les organisations conséquentes, qu'elles soient politiques, syndicales, écologistes, caritatives, culturelles ou autres, garantira notre victoire et permettra, plus tard, un développement harmonieux dans le cadre d'une véritable démocratie directe.

3 - Commencer à résoudre nous-mêmes nos problèmes

C'est aujourd'hui même que notre Peuple doit s'organiser pour affronter les fléaux actuels ou à venir dont nous avons fait état.

Il a déjà montré sa capacité à prendre sa vie en main dans les pires moments de son histoire et notre culture constitue un solide atout en ce sens. Mais l'urgence étant devenue existentielle, il appartient à tout anticolonialiste et souverainiste conséquent de contribuer au



développement d'une synergie de toutes les initiatives nous permettant de porter, dès aujourd'hui, des réponses possibles à toutes les difficultés dans tous les domaines (économie, culture, éducation, santé, harmonie sociale)

En matière de culture et d'éducation, il existe déjà de nombreuses initiatives alternatives visant à faire vivre notre patrimoine et à nous débarrasser du formatage et des aliénations. Nous devons nous appuyer sur ce socle pour prendre définitivement notre vie en main.

4 - Préparer la Souveraineté

Tout le travail que nous faisons maintenant doit servir de base au fonctionnement du Pays quand il sera libéré. Le labourage et les plantations d'aujourd'hui sont les seules garanties pour les récoltes de demain. Les contre-pouvoirs populaires que nous construisons aujourd'hui et qui nous permettent de porter les réponses aux difficultés présentes sont des tremplins pour la construction des futures institutions. Sur un autre plan, le travail que nous menons sur le front international conditionne les relations diplomatiques et commerciales qui permettront l'essor de notre pays, une fois indépendant.

Pour mettre en œuvre ces orientations et atteindre ses objectifs, le Plan de Bataille du CNCP s'articule sur 5 fronts

1- Front politique

Dans la conjoncture actuelle, la tâche principale du CNCP est de renforcer les Comités Populaires. Car, dès la création du mouvement, ils ont été conçus comme des bases de construction de la Démocratie Directe. Il s'agit également pour nos militants.es de s'impliquer dans le tissu associatif et syndical afin d'y faire vivre les idéaux de la ligne de

masse fondés sur la formation, la conscientisation, la solidarité et la combativité.

2- Front de la mise en place des alternatives

Les initiatives alternatives développées au sein de notre Peuple sont innombrables et concernent tous les domaines (économie, éducation, santé, harmonie sociale, etc.). En travaillant à leur synergie et à leur mutualisation, nous pouvons collectivement bâtir un puissant pôle de Résistance face au pillage et à la dépendance qui nous sont imposés. C'est pour cela que le CNCP accorde tout son soutien à la construction de l'AAP (Administration Alternative Populaire) et au développement de son «Jaden Djéritout». De plus, tous nos militants.es sont appelés à agir dans leur famille, leur quartier, leur entourage professionnel, afin de développer l'esprit de «kasékod» et les pratiques permettant de prendre notre vie en mains à travers les alternatives.

3 - Front de la lutte pour les Réparations

La question des Réparations pour les crimes de la traite, de l'esclavagisation et de la colonisation commence à s'imposer de façon incontournable au niveau international. Le CNCP entend renforcer sa contribution sur ce front-là, d'une part, en accompagnant dans leurs actions le MIR et le CNR, qui ont déjà mené un combat d'avant-garde dans ce domaine et, d'autre part, en soutenant fermement le travail du COAADEP afin que le Pouvoir Colonial français et la caste béké soient jugés pour le crime d'empoisonnement de notre Peuple par les pesticides et contraints aux indemnisations et aux réparations.

4 - Front International

Nous sommes clairement engagés dans une guerre mondiale à deux niveaux : d'une part, celle que mènent les impérialistes occidentaux



contre tous les Peuples qui menacent leur hégémonie et, d'autre part celle que mènent les multinationales pour imposer une politique ultralibérale barbare sur toute la planète. Les clés de la victoire des Peuples résident dans le développement des échanges d'expérience et des solidarités, dans la coordination de leurs luttes et la mutualisation de leurs moyens. Depuis sa création, notre mouvement a accordé une place importante au développement de ses relations avec les autres Peuples. Aujourd'hui, le CNCP est membre d'importants réseaux regroupant des mouvements Populaires régionaux et internationaux, tels que l'APC (Assemblée des Peuples de la Caraïbe), ALBA Movimientos et AIP (Assemblée Internationale des Peuples) dans lesquels, il participe à la popularisation de notre cause. Nous travaillerons à renforcer la participation de notre Peuple à cette dynamique. Le CNCP va également intensifier son action en direction des institutions internationales pour que la question de la décolonisation de la Martinique y soit posée. (Cf. Lettres déjà adressées aux ambassades et au Comité de suivi de l'ONU). Nous poursuivrons également le travail nécessaire pour alerter notre Peuple sur les tentatives d'infiltration menées par les Pays occidentaux visant à dévoyer notre lutte de libération nationale.

5 - Front de la formation et de la communication

Investir ce front de lutte est capital dans le contexte actuel, car les empires médiatiques contrôlés par les impérialistes occidentaux mènent une offensive généralisée pour diaboliser et isoler tous les courants qui les combattent et, en même temps, pour museler toute voix alternative.

Chacun sait que depuis sa création, notre mouvement mène un intense travail de formation : Notre Journal et notre Radio «*Asé Pléré An Nou lité*» ont durablement marqué l'histoire de notre pays. Des opportunistes irresponsables ont tenté d'éteindre cette voix de Résistance. Le CNCP a immédiatement réagi en lançant Radio APAL...Jikanbout ! Pour mener le combat sur le front idéologique, il publie le journal en ligne «*Jik An Bout*» qui est diffusé dans une centaine de pays ainsi que, chaque Premier Mai, une Brochure récapitulative de toutes ses déclarations et contributions théoriques. Le CNCP et Radio APAL Jikanbout sont également très actifs sur les réseaux sociaux.

Voici donc présenté le Plan de Bataille du CNCP que nous vous invitons à mettre en application à nos côtés. Nous comptons sur un engagement conséquent de chacun, car l'heure est à la mobilisation générale !

Tout Pèp-la Sanblé Pou Nou fè An Péyi Nèf !

Ducos, le 27 juin 2026.



SONDAGES : DES ARMES DE MANIPULATION MASSIVE

Ce n'est absolument pas un hasard si les instituts de sondage sont des entreprises privées qui, comme tous les grands empires médiatiques, sont propriétés de la caste de milliardaires qui règne dans les puissances impérialistes occidentales. Ce sont des canaux installés par cette caste pour exercer sa domination sur les populations. Les sondages sont des armes perfides utilisées pour désinformer et manipuler l'opinion publique.



Source illustration © Deligne / Le Pèlerin

Ce qui se passe actuellement en France en est une brillante illustration ! Des dizaines de sondages, relayés quotidiennement et massivement par la meute de prétendus «journalistes», grassement rémunérés pour leurs services, martèlent que le candidat

d'extrême droite, Bardella» est « ultra favori pour remporter les élections présidentielles », que « 75 % des Français ne veulent pas de LFI » ou que « Mélenchon est l'homme politique le plus détesté de France », etc.

Contrairement à ce qu'on fait croire, ces sondages n'ont rien de scientifique !

La simple observation de l'écart manifeste entre les résultats des différentes élections qui se sont tenues cette dernière décennie et les affirmations péremptoires des Instituts de sondage le confirme amplement.

Il faut que chacun sache sur quoi se basent leurs affirmations propagandistes. La population française est de 66,8 millions d'habitants. Beaucoup de ces sondages s'appuient sur la consultation de.....1000 personnes ! Les canaux d'interrogations sont souvent dématérialisés, donc excluent l'opinion des masses colossales de français privés d'accès aux moyens de communication modernes à cause de la pauvreté dans laquelle le système les jette.

Il faut savoir aussi que les « sondeurs » bénéficient du privilège de « corriger » les résultats sur la base de critères arbitrairement décidés par eux-mêmes. Le plus pernicieux dans l'affaire réside dans le pouvoir léonin dont ils disposent dans la rédaction du questionnaire soumis aux personnes sondées. Les questions peuvent être ambiguës, tendancieuses, machiavéliquement ordonnées, excluant des possibilités de choix, etc.

L'esprit critique, le refus de la manipulation, la nécessité de contrecarrer les manœuvres des classes dominantes doivent donc nous conduire à rejeter d'emblée tout résultat de sondage qui ne présente pas de façon transparente le panel sur lequel il se base, les méthodes de consultation mises en œuvre et surtout les questions qui ont été posées. Les parlementaires antifascistes seraient bien inspirés de faire voter une loi conditionnant la publication des résultats de tout sondage au respect de strictes conditions de transparence.

SUGGESTION DE LECTURE

- * <https://www.legrandsoir.info/> / Ode à la rébellion bolivienne par Oleg YASINSKY.
- * <https://www.mondialisation.ca/> / L'Intelligence Artificielle (IA) annonce une ère post-humaine avec d'importants bouleversements économiques, sociaux et même moraux par Prof Rodrigue Tremblay.



ANACOANA et Lumina SOPHIE : Deux flammes de la Résistance dans la Caraïbe

L'exemple de ces deux grandes figures caribéennes vient nous rappeler le rôle éminent que les femmes ont toujours joué et jouent encore dans notre Histoire. Il témoigne également de la cruauté et de la félonie dont les colonialistes ont toujours fait preuve. C'est en poursuivant le combat pour la Souveraineté de nos Peuples, avec une extrême lucidité et sans concession, que nous leur rendrons hommage.

La Cacique ANACAONA



Anacaona est née en 1474 à Yaguana, la capitale du caciquat Taíno de Xaragua (actuellement Léogâne, Haïti) sur lequel elle régnait. Elle était aussi poétesse et compositrice.

Quand Christophe COLOMB arrive dans l'île, il est accueilli par les Taínos qui lui offrent de l'or et du maïs. Dès 1493, la monarchie espagnole y fait établir des colonies pour extraire les minéraux. Haïti (Bohio en langue taïno) s'appelle désormais Hispaniola. Ses habitants sont kidnappés, assassinés, violés et réduits en esclavage pour satisfaire les besoins des colonialistes.

En 1503, le Gouverneur espagnol Nicolas de Ovando, invité à une cérémonie par Anacaona, ses nobles, et plusieurs chefs taínos, prétextant qu'il s'agissait d'un piège et que les Taínos préparaient une révolte, à la tête d'une troupe de 300 hommes, il fait massacrer tous les présents et brûler vifs l'entourage de la Reine. Anacoana est arrêtée, transférée à Saint Domingue et pendue trois mois plus tard.

★★★

La Guerrière Lumina SOPHIE

Lumina Sophie, surnommée « Surprise » est une héroïne de l'Insurrection du SUD de Septembre 1870 en Martinique. Elle est née le 5 novembre 1848 au Vauclin. Sa mère, Marie Sophie dite Zulma, libérée de l'esclavage grâce à la Révolution de Mai 1848, a désormais pour nom de famille celui de ROPTUS. Lumina, bénéficie d'une éducation qui lui permet de découvrir la littérature, de lire des journaux et elle s'intéresse à la politique du Pays. Elle vit dans un milieu de « cultivatrices ».



Source photo haïtiliberte.co



Après la mort de sa grand-mère en 1855, Zulma et sa fille s'installent à l'habitation Champfleury, entre Rivière Pilote et le Vauclin. Lumina Sophie vit d'emplois précaires (journalière, vendeuse au marché, couturière).

Elle a 21 ans, quand se déroulent les événements qui conduiront à l'insurrection du Sud^{*1}. Elle est dans son deuxième mois de grossesse, ce qui ne l'empêchera pas d'en devenir l'une des principales figures. Après que l'insurrection ait été écrasée dans le sang par les soldats français et des milices de supplétifs, elle est capturée le 28 septembre et incarcérée au Fort militaire de Desaix. En prison, elle accouche d'un garçon qui lui est retiré et meurt à l'âge de quatorze mois.

Lors d'un premier procès devant un tribunal militaire qui s'est déroulé du 17 mars au 25 avril 1871 et qui a

concerné 176 inculpés accusés d'avoir fomenté «un complot visant à l'instauration d'une république noire comme Saint-Domingue», Lumina a bénéficié d'un non-lieu^{*2}. Un second procès a eu lieu du 22 mai au 8 juin où elle est qualifiée de «pétroleuse», «proche de la folie». Condamnée, avec neuf autres révoltées, aux travaux forcés à perpétuité et déportée au bagne de Saint-Laurent-du-Maroni en Guyane. Là elle est soumise à la malnutrition et aux maladies.

Pour être libérée, elle accepte d'épouser en août 1877 un bagnard relégué du nord de la France, Marie Léon Joseph Félix, mais meurt quatre mois plus tard, le 15 décembre 1879, à l'âge de 31 ans.

^{*1} «Jik An Bout» consacrera un article à ce sujet dans son prochain numéro.

^{*2} Le Procès s'est soldé par 98 condamnations dont huit à mort.

Agenda





**SALINES
(SAINTE - ANNE)**

Vous êtes tous et toutes invités à la Sortie traditionnelle du CNCP

Au programme :

- Rendez-vous à l'entrée des Salines : **8 heures**
- Marche découverte du patrimoine et de son histoire
- Accueil par des campeurs de «Jikanbout» et le CNCP
- Repas convivial
- Jeux divers

Venez en famille vivre ce moment convivial !

**Dimanche 12 juillet 2026
08h00**

POUR TOUT RENSEIGNEMENT ET INSCRIPTION +595 696 332 632



RADIO APAL- JIKANBOUT



PÈP-LA KA PALÉ

**OÙ NOUS ÉCOUTER ?
OÙ NOUS SUIVRE ?**

PLATEFORMES NUMÉRIQUES



[HTTPS://RADIOAPALJIKANBOUT.COM](https://radioapaljikanbout.com)





TIKTOK



INSTAGRAM

BIENTÔT

NOS CHÂÎNES NUMÉRIQUES



YouTube





App Store

**94.9
FM**

**CONTACT@RADIOAPALJIKANBOUT.COM
(596) 596.96.30.65**

